

3. Un cadre de vie sûr et équitable pour tous les êtres humains

La lutte contre la pauvreté, déconnectée des questions sociétales et écologiques, n'est pas durable. L'accent unilatéral sur la croissance économique et l'augmentation du revenu national au niveau global, s'est révélé être une impasse. Dans l'agenda de développement post-2015, d'autres paramètres comme l'empreinte écologique vont jouer un rôle central.

Depuis la première conférence sur l'environnement et le développement de 1992, les ministères du développement et de l'environnement discutent pour savoir si la lutte contre la pauvreté passe avant la protection de l'environnement ou vice versa. Depuis le rapport Brundtland de 1987, le «développement durable» est devenu le mot clé pour couvrir les deux sujets en y incluant, en plus, le développement économique.

Cependant, on n'a pas réussi à réunir les trois dimensions du développement durable dans une politique cohérente et à concevoir la vie sur notre planète d'une façon qui soit porteuse d'avenir. Pendant trop longtemps, le modèle de développement durable a reposé sur trois piliers indépendants de la durabilité: l'économie, l'écologie et le social. Cela est d'autant plus alléchant politiquement qu'on peut mettre des accents, séparément, sur les différents aspects individuels, en fonction du consensus politique. Mais on oublie que les trois dimensions sont emboîtées les unes dans les autres.

«Pour que le concept de durabilité déploie entièrement ses effets, la manière dont les trois dimensions s'emboîtent véritablement l'une dans l'autre doit être prise en considération dans la dimension suivante: le marché financier doit s'insérer dans l'économie réelle, le système économique dans la société et l'ensemble du système social dans l'écologie.»²

«Un développement porteur d'avenir a besoin de politiciens qui reconnaissent et thématisent l'interdépendance des problèmes globaux dans leur complexité et qui en tirent les conséquences politiques nécessaires.»

Un développement porteur d'avenir a besoin de politiciens qui reconnaissent et thématisent l'interdépendance des problèmes globaux dans leur complexité et qui en tirent les conséquences politiques nécessaires. La crise financière récente a montré ce qui se passe lorsque les priorités sont mal fixées. Au lieu de mettre l'économie financière au service de l'économie réelle, les élites politiques et économiques des pays occidentaux l'ont dérégulée en faveur de leurs propres intérêts financiers à court terme. Cela a créé une condition centrale de la crise de l'économie réelle dans laquelle le monde se trouve depuis 2008 – avec, comme conséquence, la croissance des inégalités sociales.

Le «cadre de vie sûr et équitable» pour tous les êtres humains³ (graphique 1, page 6) illustre schématiquement les seuils critiques des limites de la planète et du socle social. Des secteurs comme le travail et le revenu, communément associés à la dimension économique, font partie ici de la sécurité sociale de base. Cela tient compte de l'emboîtement de l'économie dans la société.

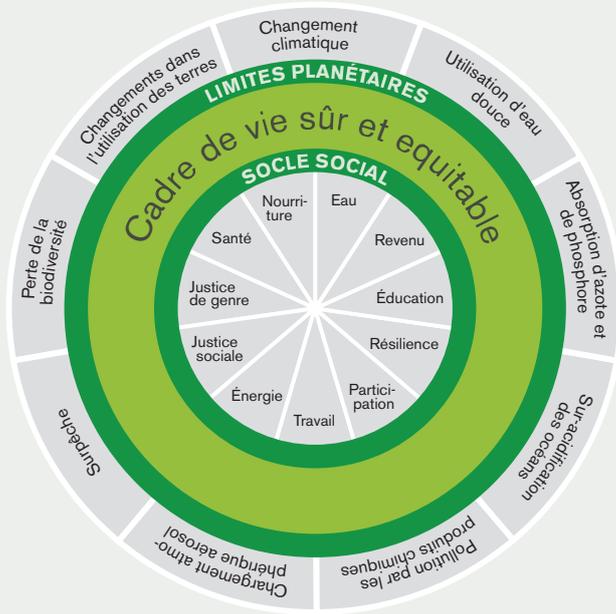
Aujourd'hui, les seuils critiques de la dimension écologique et sociale sont parfois largement dépassés pour la première et non atteints pour la seconde. Le graphique 1 montre que les émissions de gaz à effet de serre, la perte de la biodiversité et l'absorption d'azote par les sols ont atteint un niveau qui n'est pas tenable à long terme. De même, les 13 pour cent de personnes qui n'ont pas accès à suffisamment de nourriture ou les 19 pour cent qui sont privés de fourniture d'énergie ne disposent pas des bases vitales sociales nécessaires.



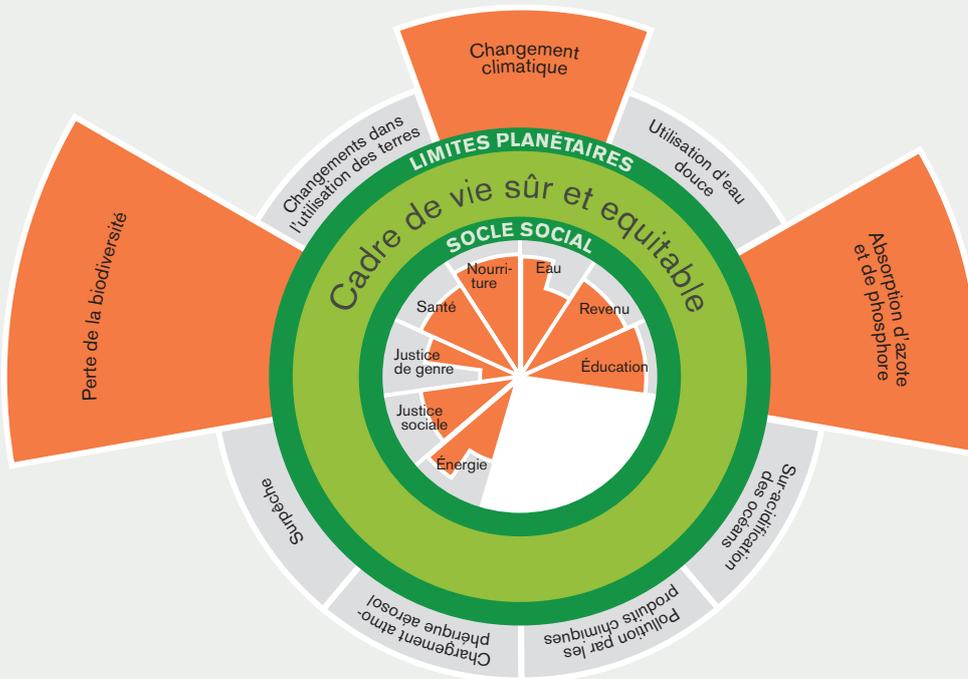
² Papier de position de Germanwatch sur Rio+20: «Die Chancen des Nachhaltigkeitsgipfels von Rio nutzen», 2012. <http://germanwatch.org/de/download/6194.pdf>

³ Oxfam: «A safe and just space for humanity – Can we live within the doughnut?» <http://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/dp-a-safe-and-just-space-for-humanity-13o212-en.pdf>

Graphique 1: Un cadre de vie sûr et équitable



Les limites planétaires et le socle social forment le «cadre de vie sûr et équitable» pour tous les êtres humains (cercle vert). Neuf processus du système planétaire (en-dehors du cercle vert) sont décisifs pour la préservation de la stabilité de la planète. Onze indicateurs sociaux (à l'intérieur du cercle vert), que les Etats de l'ONU ont considérés comme prioritaires pour Rio+20, sont décisifs pour garantir la sécurité des bases vitales sociales.



Dans trois domaines, les limites de la planète sont déjà dépassées. Les ressources naturelles y sont tellement surexploitées que les limites externes du «cadre de vie sûr et équitable» et, par là même, la marge de manœuvre future diminuent. Parmi les onze indicateurs sociaux, trois ne sont pas encore quantifiés. Dans tous les autres domaines, il y a des failles plus ou moins patentes (domaines gris dans le cercle intérieur) qui empêchent de garantir à un nombre significatif de personnes les bases sociales de leur vie.

Source: «A Safe and Just Space for Humanity – Can we live within the doughnut?», Oxfam, février 2012 | Graphique: Alliance Sud



Tant que l'humanité ne change pas radicalement de cap pour respecter les limites du «cadre de vie sûr et équitable», celui-ci va se réduire rapidement – et avec lui la marge de manœuvre restante.

Un instrument pour respecter les limites inférieures sociales pourrait être le «socle de protection sociale» développé par différentes organisations de l'ONU et adopté en 2012 par les membres de l'Organisation internationale du travail (OIT) (voir page 8).

Sans réduction de la pauvreté, pas de protection efficace de l'environnement et des ressources

Sans la réduction de la pauvreté dans le monde et une distribution plus équitable du revenu et des ressources naturelles, la protection de l'environnement et du climat global va échouer.

Aujourd'hui, la politique mondiale est confrontée à un dilemme: concilier les exigences contradictoires de la croissance économique et du respect des limites de la planète. La réponse qu'elle y apportera sera décisive pour savoir si l'humanité va réussir à préserver les bases naturelles de la vie.

La croissance économique, mesurée comme taux de variation du produit intérieur brut (PIB), est le critère de succès utilisé communément. Mais aujourd'hui, il est aussi largement admis que le PIB seul ne peut pas mesurer le bien-être et la qualité de vie, car il néglige l'état de l'environnement et la répartition du pouvoir, du revenu et de la

«Pour atteindre la réduction minimale nécessaire de gaz à effet de serre de 60 pour cent sur le plan global tout en conservant la même croissance économique, le progrès technologique annuel devrait augmenter de dix fois par rapport à aujourd'hui.»

fortune à l'intérieur d'une économie publique. Malgré une croissance économique soutenue, les différences de revenu entre les pays les plus pauvres et les plus riches ont à peine diminué, alors que celles à l'intérieur des pays ont souvent augmenté. Malgré cela, la plupart des gouvernements continuent à subordonner entièrement leur politique à la croissance du PIB.

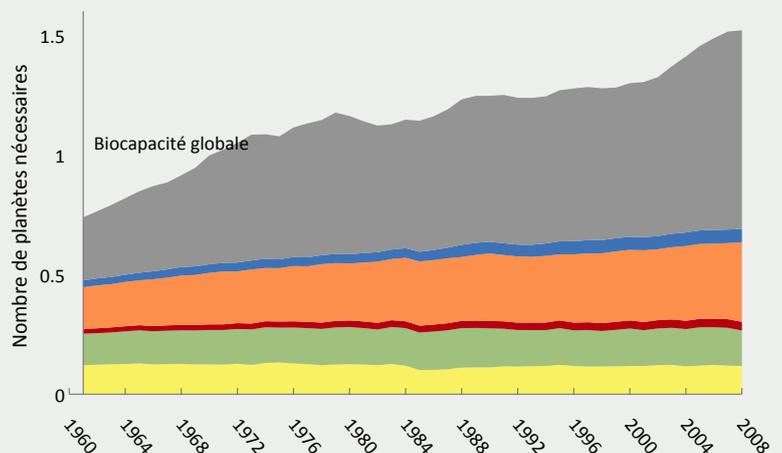
Selon la logique du «rattrapage du développement», les pays en développement et émergents sont dans une course au rattrapage pour atteindre aussi vite que possible le niveau de revenu et de consommation des pays industrialisés. Leur succès sera mesuré à l'aune de la rapidité de leur croissance, tout comme les pays industrialisés, dont les taux de croissance stagnent cependant depuis des années. Vu leur croissance rapide, certains pays émergents finiraient même par atteindre, tôt ou tard, le niveau de revenu des pays industrialisés, si leur succès actuel ne reposait pas massive-



Graphique 2: Empreinte écologique globale

Empreinte écologique globale: la croissance de l'empreinte écologique est dominée par l'empreinte carbone. Celui-ci mesure la surface nécessaire à l'absorption, par les forêts, du gaz carbonique émis par la combustion de sources d'énergie fossiles.

- Carbone
- Fonds de pêche
- Terres arables
- Terres édifiées
- Surfaces boisées
- Pâturages



Source: Global Footprint Network: National Footprint Accounts Edition 2012 | Graphique: Alliance Sud

Le «socle de protection sociale» pour réaliser la sécurité sociale de base

Le «socle de protection sociale» fournit de bonnes indications pour garantir les besoins fondamentaux. Il repose sur une initiative commune de l'ONU, de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il constitue un instrument pour faire avancer le droit humain à un niveau de vie adéquat (art. 11 du Pacte international sur les droits économiques, sociaux et culturels). L'initiative réagit au constat que, depuis 1950, grâce à une forte croissance économique, le produit intérieur brut (PIB) global a été multiplié par dix, tandis que la sécurité sociale de base est restée le privilège d'une minorité. Selon les statistiques actuelles de l'OIT, plus de cinq milliards de personnes, ce qui correspond à 75 pour cent de la population mondiale, vivent sans sécurité de base digne de ce nom. Ils sont ainsi exposés aux crises économiques et aux catastrophes écologiques, et limités dans la réalisation de leur potentiel humain et économique.

La recommandation de l'OIT exhorte tous les gouvernements à allouer des fonds pour garantir petit à petit le droit à la sécurité sociale à tous les êtres humains. Dans cette catégorie entrent le soutien aux chômeurs, l'assurance vieillesse, invalidité et maternité ainsi que l'accès à des soins de santé, à la scolarisation de base, au logement, à l'eau potable et aux installations sanitaires. Le droit à la sécurité sociale est un droit humain reconnu universellement et un instrument important pour empêcher et diminuer la pauvreté, l'inégalité, l'exclusion sociale et pour la promotion de l'égalité des chances entre les sexes. Pour l'OIT, c'est un complément indispensable pour la réalisation de conditions de travail dignes.

Au-delà de l'utilité individuelle, la protection sociale renforce la capacité d'une société à faire face (résilience) aux chocs économiques et écologiques et à l'instabilité socio-politique. La sécurité sociale de base est ainsi un stabilisateur macro-économique et elle sert aussi, à long terme, à la prévention des catastrophes et de la violence.

Référence: «Social Protection Floor for a Fair and Inclusive Globalization», Report of the Advisory Group chaired by Michelle Bachelet, ILO 2011.



ment sur l'utilisation et l'exploitation de ressources naturelles limitées. Car l'épuisement de ces dernières et les conséquences ravageuses du changement climatique vont mettre des bâtons dans les roues de la croissance globale et non durable de tous les pays.

Seule une répartition plus équitable du revenu mondial et des ressources disponibles peut mettre un terme à cette course effrénée. Les limites de la planète ne permettent pas de continuer dans une course au rattrapage pour surmonter l'inégalité sociale jusqu'au niveau le plus élevé de revenu.

La croissance économique globale fait augmenter les émissions de gaz à effet de serre bien au-delà de ce que la nature peut régénérer ou absorber. Les gains d'efficacité par le progrès technologique – qui sont de 0,7 pour cent par an en moyenne – ne correspondent qu'à la croissance moyenne prévue de la population mondiale d'ici 2050.⁴ Le progrès technologique permet donc largement d'approvisionner tous les êtres humains d'ici 2050. Il ne tient cependant pas le pas avec la croissance de revenu de 1,4 pour cent par habitant et les émissions additionnelles de CO₂ qui en découlent. D'ici 2050, cela signifie une augmentation des émissions d'environ 80 pour cent.⁵ Or pour respecter l'objectif climatique de deux degrés, il faudrait 80 pour cent d'émissions en moins, pas en plus.

Pour atteindre d'ici 2050 la réduction des émissions de dioxyde de carbone compatible avec la limitation nécessaire du changement climatique, le progrès technologique devrait faire un bond énorme: il devrait augmenter de dix fois par rapport aux gains d'efficacité atteints au cours des 30 dernières années, c'est-à-dire de 7 pour cent par an.⁶ Les politiciens seraient bien avisés de garder ces chiffres en tête lorsque les lobbies économiques prônent le progrès technologique comme solution au dilemme entre croissance économique et respect des limites planétaires.

La course au rattrapage des pays émergents et en développement accélère l'accroissement de l'empreinte écologique globale (Ecological Footprint⁷ – cf. page 7): aujourd'hui déjà, la planète a besoin de 18 mois pour régénérer les ressources naturelles que l'humanité utilise en un an. En d'autres termes, nous avons besoin d'une planète et demie. Une facture qui ne va pas s'effacer et qu'on finira bien par devoir payer tôt ou tard.

Le graphique 2 (page 7) montre le développement de l'empreinte écologique globale au cours des 50 dernières années. Depuis les années 1970, l'humanité consomme plus

4 Uno: «World Population to 2300», Uno 2004

5 Tim Jackson: «Prospérité sans croissance – La transition vers une économie durable», 2010

6 ebd

7 Global Footprint Network, <http://www.footprintnetwork.org/de>

que tout ce que les écosystèmes de la planète arrivent à renouveler. Une grande partie vient de la forte augmentation des émissions de CO₂.

Comme l’empreinte écologique globale continue de croître avec le PIB, la croissance économique globale, telle que nous la connaissons aujourd’hui, ne peut pas continuer indéfiniment.

Sans protection efficace de l’environnement et des ressources, pas de lutte contre la pauvreté

Pour lutter efficacement contre la pauvreté et réaliser la justice sociale, il est indispensable de protéger efficacement l’environnement et de promouvoir la justice écologique.

La justice sociale et la participation à la vie de la société à l’intérieur du «cadre de vie sûr et équitable» pour tous les êtres humains ne peuvent être atteints que si l’utilisation des ressources naturelles dans tous les domaines a lieu à l’intérieur des limites de la planète. Le changement climatique menace de réduire encore davantage ces limites – en défaveur de la vie humaine: le manque d’eau diminue la productivité des sols, les réserves d’eau potable s’amenuisent, les inondations détruisent les habitats. Les modèles climatiques prévoient, à moyen terme, une baisse plus importante des récoltes de blé et de maïs dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.

Vu la grandeur limitée du gâteau, cela dépend donc de la répartition des morceaux. Nous sommes cependant encore très loin d’une gestion attentive des ressources naturelles dans l’intérêt de la société entière. Dans beaucoup de pays, les élites économiques et politiques sont en train d’élargir leur emprise sur les ressources naturelles – aux dépens des pauvres. Le combat pour les ressources exacerbe les conflits sociaux et politiques et favorise les mouvements migratoires.

D’innombrables personnes perdent les bases de leur vie par la destruction de la forêt tropicale, l’accaparement des terres et l’utilisation de terres agricoles pour la culture extensive de soja, d’huile de palme et d’autres plantes qui servent à produire de l’énergie. Elles sont déplacées de leurs territoires, qui les protégeaient et leur offraient une base d’existence, vers des centres urbains où elles ne trouvent souvent qu’un revenu incertain, voire pas de revenu du tout.

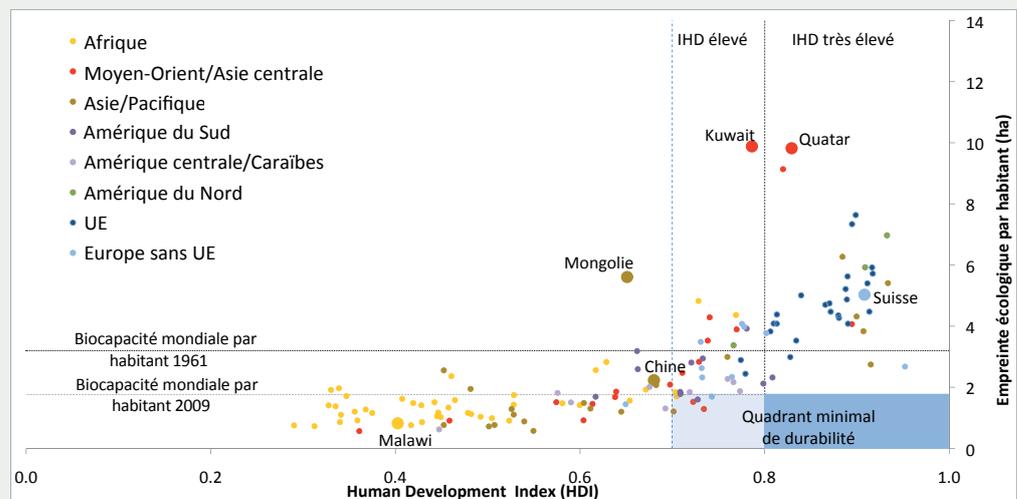
Transformation socio-écologique versus gestion des crises

Tôt ou tard, on va devoir passer à une société plus juste qui respecte les limites de la planète. Un «tôt», dans le sens d’une transformation socio-écologique, exige une politique qui, dès aujourd’hui, pose les bons jalons pour une transition aussi paisible que possible vers une société porteuse



Graphique 3: *Index du développement humain (IDH) et empreinte écologique*

Rapport entre l’empreinte écologique et l’indice de développement humain (IDH). L’IDH comprend, au-delà du PIB, toute une série d’autres indicateurs (p.ex. espérance de vie et éducation scolaire) qui mesurent le niveau de développement des pays. Un développement qui peut être reproduit globalement n’a lieu que dans les pays dans le carré bleu (en bas à droite), c’est-à-dire qui ont une empreinte écologique de moins de 1,8 hectare par habitant.



Sources: Global Footprint Network, National Footprint Accounts Edition 2012, Africa Factbook 2009, UNESCO, DDC, Lux-Development, GIZ, UNDP Human Development Index 2009–2013
Graphique: Alliance Sud

Biocapacité, empreinte écologique et ressources naturelles

La Biocapacité est une mesure de la surface de terre biologiquement productive et d'eau disponible que les services de l'écosystème (ecosystem services) fournissent pour la consommation humaine – notre budget écologique, en quelque sorte, ou la capacité de régénération de la nature. Elle comprend les terres arables et les pâturages, les surfaces boisées, les fonds de pêche et les terres édifiées.

L'empreinte écologique est une mesure des surfaces de terre biologiquement productive et d'eau nécessaires pour couvrir la consommation des services d'écosystème de la population. Elle comprend aussi la surface nécessaire pour que les forêts absorbent le CO₂ émis par la combustion de sources d'énergie fossile (carbon footprint).

La différence entre l'empreinte écologique et la biocapacité est une mesure de la surexploitation des ressources naturelles par les êtres humains.

Dans ce texte, le concept de ressources naturelles à disposition comprend surtout la biocapacité globale et le champ atmosphérique encore disponible pour des émissions de gaz à effet de serre. Par habitant, cela correspond à une biocapacité annuelle de 1,8 hectare et à un budget d'émissions d'environ 1,5 tonnes de CO₂.

Dans ce sens, les ressources naturelles comprennent ici indirectement les combustibles fossiles non renouvelables par le budget d'émissions. Mais d'autres ressources naturelles non renouvelables n'y sont pas incluses, comme les matières premières métalliques et les terres rares, que n'inclut pas non plus l'empreinte écologique.

Aussi bien la biocapacité que l'empreinte écologique diffèrent de façon très significative à travers le monde. Ce sont surtout les pays industrialisés qui surexploient les ressources naturelles par une consommation au-dessus de la moyenne:

	Biocapacité [hectare par habitant]	Empreinte écologique [hectare par habitant]	Déficit [hectare par habitant]
Welt	1,8	2,7	0,9
Schweiz	1,2	5,0	3,8
China	1,0	2,2	1,2
Malawi	0,7	0,7	0
Afrika	1,5	1,4	-0,1
Asien	0,8	1,8	1,0
Europa	2,9	4,7	1,8
Lateinamerika	5,5	2,6	-2,9
USA und Kanada	4,9	7,9	3,0

Référence: Mathis Wackernagel et Bert Beyers: Der Ecological Footprint – Die Welt neu vermessen, 2010.



d'avenir. Vu que les valeurs limites ont déjà été dépassées dans beaucoup de domaines, la marge de manœuvre se réduit vite.

Un «tard» veut dire que la politique navigue à vue et qu'elle est obligée de composer avec un nombre croissant de crises globales. Cela va entraîner forcément des fractures écologiques et donc sociales, car les bases d'approvisionnement de la population s'amenuisent, le cadre de vie se restreint et la lutte mondiale pour les ressources qui diminue est programmée d'avance.

Le graphique 3 (page 9) montre qu'aucun pays ne peut actuellement concilier un très haut niveau de développement (indice de développement humain – IDH⁸) avec une utilisation des ressources naturelles qui puisse être reproduite globalement, c'est-à-dire étendue à tous les êtres humains.

Une transformation socio-écologique réussie exige donc que

1. les Etats avec un IDH bas améliorent leur état de développement sans que leur empreinte écologique ne dépasse les limites de la planète et
2. les Etats avec un IDH élevé et très élevé diminuent leur empreinte écologique sans réduire massivement le bien-être de la majorité de la population.

Cette transformation requiert de grands changements technologiques des systèmes de production, de transport et d'approvisionnement énergétique existants. De plus, il faut que les pays très développés combinent le bien-être pour tous avec une diminution de la consommation matérielle et des ressources, laissant ainsi un «espace de développement» aux pays à bas revenu.

8 UNDP: Human Development Index, <http://hdr.undp.org/en/statistics/hdi>